LA FEMME ESPAGNOLE: DE LA FEMME AU FOYER A LA PRENEUSE DE DECISIONS

(L'accès progressif à des positions de leader dans les domaines économique, politique et social: du début du XXe Siècle à nos jours) Monique Heritier CICC (Centre de Recherches sur les Civilisations et Identités Culturelles Comparées des Sociétés Européennes et Occidentales) Université de Cergy-Pontoise, 33, boulevard du Port, F-95011 CERGY-PONTOISE CEDEX Heritier, M. (2008). Proyecto Social: Revista de relaciones laborales, pp. 120-142

Resumen

1º- De la fin du XIXe siècle et des premières décennies du XXe siècle. La Révolution Industrielle implique une organisation sociale bourgeoise. La femme bourgeoise, épouse et mère, est mise à l´écart des affaires et de la politique. La femme des classes populaires travaille dans l´industrie ou dans l´agriculture. Certaines femmes de classe moyenne entrent timidement dans le marché du travail.

2ª- l´époque franquiste. Dans la première étape continuent à dominer les modèles traditionnels. Cependant le contact avec des modèles extérieurs et l'essor économique augmentent la classe moyenne, en créant/ générant/ mettent en place ??? une évolution de la condition féminine dans les années 60.

3º- Dès la transition jusqu´à nos jours. La législation abandonne la politique en faveur de la femme en tant que mère de famille en faveur de la parité (égalité hommes-femmes). La femme espagnole s'écarte du modèle femme-mère pour accéder de plus en plus au monde du travail et aux responsabilités politiques

INTRODUCTION. De nos jours, de nombreuses femmes espagnoles jouent un rôle de premier plan dans différents domaines: politique, économique, social, associatif. Cependant l'observateur étranger, s'en tenant à des statistiques brutes, a souvent tendance à voir en Espagne un certain retard vis-à-vis de ses voisins européens. Mais le contact avec les deux sociétés, l'espagnole et la française, permet de relativiser et de se garder des appréciations à l'emporte-pièce.

1º- Le XIX^{e} siècle, c'est pour l'Espagne la Révolution Industrielle, avec, entre autres choses l'innovation des Chemins de Fer, l'essor de l'extraction minière, de la métallurgie, de la sidérurgie, ainsi que de l'industrie textile, l'essor industriel étant durant de nombreuses décennies concentré en grande partie sur la Catalogne (industrie textile) et le Pays Basque (extraction minière et métallurgie).

Cet essor industriel a pour corollaire le développement de la bourgeoisie, avec, en Espagne comme ailleurs, les modèles sociaux qui en découlent.

Cela signifie que dans ce type de société la femme n'est appelée qu'à jouer un rôle de second plan, n'étant qu'exceptionnellement impliquée dans le monde des affaires et systématiquement écartée du pouvoir politique. Son niveau d'études reste généralement bas, plus bas en moyenne que celui des hommes en tous cas, malgré la loi Moyano de 1857 instaurant l'instruction publique obligatoire pour tous les enfants de 6 à 9 ans (filles ou garçons). La femme n'a que des possibilités limitées: la femme du peuple n'a souvent d'autre choix que de travailler aux champs. Si elle est citadine, il lui échoit d'aller à l'usine, dans l'industrie textile par exemple, les manufactures de tabacs, ou dans les emplois domestiques. Celles qui échappent à cette condition prolétarienne entrent bien souvent dans la catégorie des prostituées, femmes entretenues, ou ce que l'on appelait à l'époque les «cocottes».

Quant à la femme bourgeoise, elle se doit de ne pas travailler, l'absence d'activité professionnelle étant un signe extérieur de statut social. Suelement il y a quelques unes, qui appartiennent généralement à la clase moyenne inférieure décident de prendre leur destin en main, elles veulent s´élever et étudient pour devenir surtout institutrices, ou maîtresses d'école, suivie des infirmières et des sages-femmes.. Il est malaisé de sortir de sa condition, mais, malgré certains échecs, c'est parmi ces pionnières qu'il faudra voir en germe une nouvelle génération de femmes.

De nombreuses tentatives eurent lieu dans les deux dernières décennies du XIX^{e} siècle pour permettre aux femmes d'accéder au grade de bachelières et d'intégrer l'Université, mais le combat ne fut pas sans difficultés. Ce n'est qu'au cours des premières décennies du XX^{e} siècle, avec l'essor du commerce, des transports, des services, générant de nombreuses professions de bureau, que des emplois plus diversifiés commencent à s'offrir aux femmes, en particulier de la classe moyenne.

Par contre les «femmes bien» n'ont d'autre choix que de se conformer au modèle en vigueur. «La femme est envisagée exclusivement en fonction de sa maternité : ce qui permet à l'époux des incursions extra conjugales, dissimulées par la société, mais tolérées avec un sourire indulgent» …la femme (doit) se consacrer pleinement, avec ferveur à ses tâches de mère.» En résumé une bonne épouse contribue à faire fructifier le patrimoine (en se conformant à l'union imposée par la famille). En étant une bonne mère elle contribuera utilement à la transmission de ce patrimoine. L'obéissance, une des premières vertus enseignées par l'éducation, figure au tout premier plan, la religion jouant à cet égard un rôle essentiel. Il n'est donc en aucun cas question de dispenser la même éducation aux filles et aux garçons. On a déjà remarqué une plus grande permissivité à l'égard de ces derniers. Que doit savoir une femme? En premier lieu, elle doit savoir exercer «las labores propias del sexo», les tâches essentiellement féminines: travaux d'aiguille, entretien de la maison… Les principes d'éducation des jeunes filles apparaissent de façon très claire dans un manuel scolaire amplement diffusé dans les premières décennies du XX^{e} siècle et fréquemment utilisé par nos mères et grandes mères. Il s'agit de Flora de Pilar Pascual de Sanjuán. L'enseignement de la jeune fille ne se limite pas aux travaux d'aiguilles. Ainsi, la jeune fille idéale dès son plus jeune âge, elle doit avoir un aspect très soigné et très pur, elle doit avoir un comportement discret et modeste, «elle savait très bien qu'il faut toujours essayer de ne pas ennuyer les hommes d'affaires avec les récits déplaisants des petits soucis domestiques», elle est bien sûr une maîtresse de maison accomplie faisant régner dans sa demeure «l'hygiène, l'ordre et l'économie» . L'éducation idéale consiste essentiellement à devenir «une épouse modèle et une excellente mère». Les valeurs dominantes sont axées sur la famille: «Le devoir du père est d'assurer la subsistance de la famille, la protéger et donner le bon exemple; celui de la mère est d'en distribuer les ressources, veiller à l'ordre, à l'hygiène et à l'économie, reprendre, conseiller et être l'ange gardien du mari et des enfants, le devoir de ces derniers est d'observer et respecter ses parents, et celui de tous, de s'aimer les-uns les autres.»

Tout ceci revient à dire que, pendant toute la période de la fin du XIX^{e} siècle et les premières décennies du XX^{e} siècle, il existe peu de modèles féminins. La femme du peuple n'a guère le choix entre le travail pénible de l'usine ou des champs, lorsqu'elle ne sombre pas dans la prostitution. La femme bourgeoise est à l'écart de la vie économique et publique, elle n'exerce pas d'activité, sa sphère d'influence se limite à la famille. C'est dans la classe moyenne que l'on note l'émergence timide d'une femme qui travaille, exerçant généralement une profession spécifiquement féminine: institutrice, infirmière, sage-femme. Parallèlement à ce

mouvement le modèle imposé par la bourgeoisie semble se généraliser; être femme au foyer est un signe de statut social.

La dictature de Primo de Rivera, soucieuse de promouvoir un modèle de femme conforme aux idéaux de l'action catholique, assigne à la femme un rôle fondamental en matière «d'éducation morale et religieuse des enfants», affichant une préoccupation particulière pour l'éducation et l'enseignement des filles. Parallèlement l'urbanisation croissante, le taux de scolarisation plus élevé, ainsi que «l'irruption du cinéma et de la radio» présagent des changements profonds.

Peu après, la proclamation de la République le 14 avril 1931 ainsi que la Guerre Civile (1936-1939) ont constitué d'importantes déflagrations (tout comme les deux conflits mondiaux dans d'autres pays européens). Toutefois, malgré quelques personnalités particulièrement emblématiques comme Dolores Ibarruri, la Pasionaria, ou Federica Montseny, ministre de la Santé et de l'Aide Sociale en 1936 ou encore, pour le camp nationaliste, Pilar Primo de Rivera, à l'origine dès 1934 de la section féminine, la politique reste de manière générale une affaire d'hommes. Certes, dès le 1er octobre 1931, les femmes espagnoles avaient obtenu le droit de vote, non sans que cela suscite force débats, certains membres des partis de gauche invoquant notamment une supposée tendance au conservatisme des femmes pour leur refuser le droit de vote.

En dehors des événements politiques, bien des changements au cours du XXe siècle feront évoluer la condition féminine, non seulement en Espagne, mais également dans tous les autres pays occidentaux. Les mutations déjà amorcées au début du siècle se confirment et s'amplifient. Les transports toujours plus aisés et rapides favoriseront les contacts et les échanges, sans oublier la généralisation de moyens d'expression jouant un rôle essentiel dans l'évolution de la société.

III. L'EPOQUE FRANQUISTE. Pendant cette étape la personnalité féminine dominante fut Pilar Primo de Rivera. Fille du général dictateur et sœur du fondateur de la Phalange José Antonio, Pilar Primo de Rivera qui est à la tête de la Sección Femenina depuis le 9 octobre 1934. La Sección Femenina, vise tant à éduquer les femmes qu'à structurer l'activité féminine. Elle visait à promouvoir la femme épouse et mère au foyer conforme au modèle bourgeois en vigueur à la période précédente. La deuxième action marquante de la Sección Femenina a consisté à promouvoir le Service Social instauré au cours du conflit (décret du 7 octobre 1937 et confirmé par la victoire nationaliste, décret du 31 mai 1940. Ce service consistait, après une période de formation, à accomplir un certain nombre de tâches d'intérêt national. Le Service Social était d'un durée de 6 mois et obligatoire (sauf incapacité physique, veuvage, etc.) indispensable pour accomplir un certain nombre de formalités comme par exemple l'obtention d'un permis de conduire ou d'un passeport, ou pour avoir le droit de se présenter à un concours administratif. En fait, dans son action à la tête de la Sección Femenina, Pilar Primo de Rivera ne faisait que reproduire les conceptions de son frère qui affirmait: «la femme accepte pratiquement toujours une vie de soumission, de service, de sacrifice à une tâche ». Elle se conforme à «l'idéal de la maîtresse de maison économe et prudente».

Pendant ces premiers années la préoccupation essentielle de la femme espagnole, pour ne pas dire son obsession, était le mariage, et donc la recherche du fiancé, comme montre

l´ouvrage de la romancière Carmen Martín Gaite « Entre visillos », et donc elle reste reléguée dans ses foyers. Cependant l'évolution de économique et sociologique, montre qu´elle est une époque de grandes mutations, où il y avait une volonté d'émancipation féminine.

Le point de départ des changements des années 60 fut le Plan de Stabilisation de 1959. Celui-ci comportant un certain nombre de mesures de rigueur, en particulier d'ordre monétaire, provoqua dans un premier temps une vague de récession, engendrant un phénomène migratoire sans précédent, tant intérieur qu'extérieur, et on assiste à un exode rural important (de la campagne vers la ville), ce qu´implique d´importantes modification que peuvent induire sur les mentalités.

Egalement l'émigration extérieure connaît un essor sans précédent. Les principaux pays de destination sont la France, suivie de l'Allemagne, la Suisse, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique. Cette émigration massive provoque la confrontation avec d'autres sociétés et d'autres mentalités, ainsi que l'accès à des salaires plus élevés qu'en Espagne, permettant d'acquérir de nombreux biens de consommation, et l'accès à un mode de vie plus confortable. En plus on doit remarquer l´influence exercée par l'apport des capitaux étrangers et le tourisme. Alors l'impact n'est pas uniquement matériel, par les entrées massives de devises, sinon aussi au plan sociologique par le contact avec des modèles extérieurs. En plus l'Espagne connaît un taux de croissance sans précédent se traduisant de façon spectaculaire sur le niveau de vie.

On assiste donc à partir du début des années 60 à une mutation importante de la société espagnole, mutation à laquelle la femme qui en est partie intégrante ne peut être étrangère. L'amélioration des conditions matérielles, le contact de plus en plus important avec des modèles extérieurs, l'accession croissante au monde du travail et des études, font que la femme espagnole depuis la transition démocratique jusqu'à nos jours se démarque très nettement par rapport à ses mère et grand'mère. Ainsi les femmes espagnoles, bien qu´elles sont toujours majoritairement au foyer et que le nombre d´elles exerçant une activité professionelle resta assez bas, montre une progression constante en leur incorporation. On peut dire qu'une nouvelle génération de femmes, plus instruites et plus exigeantes aspirent à exercer une activité professionnelle propre, cependant la politique est encore et toujours une affaire d'hommes, phénomène pas imputable uniquement à la dictature, sinon qu´en France, on observe strictement la même chose

Neanmoins dans les années 70 on a commencé, à nommer des femmes sur des postes ministériels, mais encore en les cantonnant aux Affaires Sociales ou à la Famille, c'est-à-dire en étendant à la vie publique le concept de femme-mère. L'Espagne, malgré le contexte politique particulier qui est le sien à l'époque, ne fait donc pas vraiment exception à la règle.

IV. LA FEMME DE LA TRANSITION DEMOCRATIQUE A NOS JOURS

Avec la transition démocratique, la composition de la population (tant féminine que masculine d'ailleurs) a évolué, les générations se sont renouvelées et elles ont des schémas de pensée différentes à ceux des années 30 ou 40. Dans ces années on connaît d´importants changements. A ce moment là les nouvelles femmes espagnoles ont donc connu des éducations multiples : éducation dans l'Espagne des années 50-60-70 ou éducation hors des frontières.

Ainsi si lees premières années du franquisme tendaient à vouloir protéger la femme et à l'inciter à rester au foyer, vers la fin du régime, concrètement à partir des années 1963- 1965, la politique familiale tend à décliner et à partir des années de la Transition le cadre légal change du tout au tout. La nouvelle tendance est à une faiblesse de la politique familiale, alors que

dans le même temps l'accent est mis sur une politique très volontariste en matière d'égalité hommes-femmes, où le PSOE
s'est montré particulièrement actif lorsqu'il a été au pouvoir.
La dernière législation en date est celle du 27 mars 2007, faisant elle-même suite à un certain nombre de mesures et reprenant en particulier des dispositions du Plan de Conciliation (Concilia Plan) adopté en décembre 2005 en faveur des seules fonctionnaires d'Etat.

Ce plan comportait deux séries de dispositions: • Faciliter la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale pour les salariés des deux sexes, • Améliorer l'égalité dans la vie professionnelle (IRES, 2007)

Ainsi à partir des années de la Transition, le cadre légal change du tout au tout. A vrai dire, les choses avaient commencé à évoluer dès les années 60. Les premières années du franquisme tendaient à vouloir protéger la femme et à l'inciter à rester au foyer, d'où des incitations financières importantes («plus familial», «plus de cargas familiares»). Vers la fin du régime, concrètement à partir des années 1963- 1965, la politique familiale tend à décliner, le plus de cargas familiares» est aboli. Cette nouvelle orientation est confirmée dans les toutes premières années de l'après franquisme. En pesetas constantes de 1976, les dépenses de prestations familiales de 1976 représentent 64% de celles de 1965 (union des familles, 2008). Dès ces années là, la politique antérieure est considérée comme trop traditionnelle et conservatrice. Dans cette optique l'une des premières mesures consiste à supprimer l'allocation pour épouse à charge. Les allocations familiales proprement dites tendent à disparaître, confirmant largement la tendance ébauchée antérieurement. Si en 1958 les allocations familiales représentent 59% des transferts sociaux, elles passent à 21% en 1972 pour atteindre seulement 0,5% en 1990. (Ibid., p. 2) La nouvelle tendance est à une faiblesse de la politique familiale, alors que dans le même temps l'accent est mis sur une politique très volontariste en matière d'égalité hommes-femmes. (Ibid.)
Dans ce domaine, l'Institut de la Femme (Instituto de la Mujer) joue un rôle essentiel. Il s'agit aujourd'hui du principal organisme chargé de la politique en faveur des femmes sur le plan national, source inépuisable également d'un point de vue statistique. Dans cette optique de l'égalité hommes-femmes, le PSOE s'est montré particulièrement actif lorsqu'il a été au pouvoir.
La dernière législation en date est celle du 27 mars 2007, faisant elle-même suite à un certain nombre de mesures et reprenant en particulier des dispositions du Plan de Conciliation (Concilia Plan) adopté en décembre 2005 en faveur des seules fonctionnaires d'Etat.

Ce plan comportait deux séries de dispositions: • Faciliter la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale pour les salariés des deux sexes, • Améliorer l'égalité dans la vie professionnelle. Les principales mesures visent à créer un nouveau congé de paternité de 13 jours pour une naissance ou une adoption (la durée devait progressivement être augmentée) et à améliorer les conditions du congé de maternité. En outre, les femmes réduisant leur temps de travail quotidien pour s'occuper des enfants seront considérées comme ayant cotisé une journée complète à la Sécurité Sociale. Le plan aborde également le problème de l'égalité professionnelle dans l'entreprise. Les entreprises comptant plus de 250 salariés devront obligatoirement négocier un plan d'égalité hommes-femmes en termes de rémunération et en termes de progression de carrière.
Toutes ces dispositions semblent favorables aux femmes dans la mesure où elles préconisent un plus grand partage des responsabilités familiales, et l´image traditionnelle de la femme mère au foyer apparaît pour ainsi dire caduque

Qui est donc la nouvelle femme espagnole? Elle est présentée de façon humoristique par Carmen Rico Godoy dont les chroniques faisaient le bonheur des lecteurs de Cambio 16 dans les années 1980-90. Dans Cómo ser una mujer y no morir en el intento elle explique de façon souvent assez comique, parfois un peu tragique, la condition de la femme espagnole de la fin du XX^{e} siècle. Véritable femme-orchestre, elle doit être aussi à l'aise avec son PC qu'avec le chariot pour faire les courses ou face à ses fourneaux.

Malgré que la nouvelle législation veut œuvrer en faveur d'une répartition plus équitable des tâches entre hommes et femmes, la réalite est très différente. Ainsi une enquête réalisée par l'Instituto de la Mujer sur l'évolution des tâches ménagères entre 1993 et 2006, montre que le temp consacré par la femme seulement a eu une diminution de presque deux heures. Une autre étude réalisée en 2000 confirme plus ou moins les mêmes tendances.

En ce qui concerne le niveau d'études, on constate une quasi égalité de pourcentage entre hommes et femmes jusqu'à l'étape de la formation et insertion professionnelle avec un diplôme de l'enseignement secondaire du 2° cycle. On note une progression très nette en faveur des femmes entre 2000 et 2007. Pour l'étape « études supérieures avant le doctorat », l'évolution est moins spectaculaire : de 48,68% à 50,22% pour les mêmes années. Toutefois la comparaison avec l'étape antérieure suggère que le niveau d'études ne débouche pas automatiquement sur une formation professionnelle ou un emploi. Enfin, dans la tranche de population qui atteint le niveau le plus élevé, à savoir le doctorat, on ne dénombre que 35% de femmes environ (35,86% en 2000, 34,84% en 2007). La proportion de femmes tend à stagner, voire à régresser, le niveau d'études restant encore supérieur chez les hommes de nos jours. (Población de 16 y más según nivel de estudios terminados, 2008)

Face à l'emploi non plus hommes et femmes ne sont pas égaux. En 2008, le taux d'activité pour les hommes de 16 à 64 ans est de 82,77% et de 63,23% pour les femmes de la même tranche d'âge. Quant au taux d'emploi, il est respectivement de 76,21% et 55,61% en 2008, ce qui implique un taux de chômage plus important chez lez femmes (11,99%) que chez les hommes (7,87%).

Quant au type d'activité, le secteur tertiaire domine très largement.En ce qui concerne aux responsabilités, à l'heure actuelle 1 015 756 postes de responsabilité sont occupés par des femmes sur un total de plus de 5 millions selon le BORME (Boletín Oficial del Registro Mercantil), soit environ 20%.

Malgré toutes ces avancées, la main d'œuvre féminine reste assez fragile vis-àvis du marché du travail. Les femmes ayant généralement un taux d'activité plus élevé aux alentours de 25 ans. Ensuite, les nécessités liées à l'éducation des enfants font baisser le taux, un phénomène assez marqué en Espagne.

En ce qui concerne à sa participation et son engagement dans la vie politique, si au début du XX^{e} siècle comme au temps de la dictature, la politique reste l'apanage des hommes. En Espagne, comme ailleurs, les femmes sont entrées tardivement sur la scène politique. Même avant la loi de 2007, l'Espagne figurait en assez bonne position. Lors des élections de 2004, 36% des députés étaient des femmes, alors qu'à la même époque la France n'en comptait que 12%. Elles représentaient 46% du groupe socialiste, le PSOE s'étant dès cette époque astreint à la parité. Mais le PP qui ne s'était pas imposé les mêmes contraintes comptait tout de même 29% de femmes députés. Dès son premier gouvernement en 2004, M. José Luis Rodríguez Zapatero se montrait très attaché à la parité. La loi du 15 juillet 2007 allait également dans ce sens, instituant pour les partis politiques l'obligation de présenter aux différents scrutins des candidats comportant au minimum 40% de femmes (sauf pour les communes de moins de 5000 habitants) (Ibid.) Le gouvernement actuel se conforme à cette règle, incluant autant de femmes

que d'hommes. Qui sont les femmes politiques espagnoles? La liste des femmes politiques les plus populaires en Espagne est donc particulièrement instructive. Les quinze femmes les plus populaires (c'est-à-dire le plus fréquemment citées par les Instituts de sondage) étaient les suivantes au début août 2008 : • 1) Esperanza Aguirre (PP) • 2) María Teresa Fernández de la Vega (PSOE) • 3) Rosa Díez (d'abord PSOE, puis a fondé son propre parti) • 4) Carmen Chacón (PSOE) • 5) María San Gil (PP) • 6) Bibiana Aído (PSOE) • 7) Magdalena Alvarez (PSOE) • 8) Cristina Narbona (PSOE) • 9) Rita Barberá (PP) • 10) María Dolores de Cospedal (PP) • 11) Soraya Sáenz de Santamaría (PP) • 12) Elena Salgado (PSOE) • 13) Elena Espinosa (PSOE) • 14) Ana Botella (PP) • 15) Ana de Palacio (PP) En examinant cette liste, on observe une égalité presque parfaite entre PSOE et PP en ce qui concerne l'appartenance. Quelle que soit la famille politique, on constate une volonté d'engagement tout aussi grande, traduisant un dynamisme important.

V. CONCLUSION. On a vu dans un premier temps, au début du XX^{e} siècle que l'éducation de la femme était encore très traditionnelle, visant à l'écarter des sphères de décision. Certes, en Espagne, comme chez ses voisins européens, de nombreuses femmes, par nécessité, 139 travaillaient dans des emplois agricoles ou bien ouvriers. Elles étaient le plus souvent cantonnées à des emplois subalternes, le taux d'activité des femmes à cette époque ne peut donc guère être représentatif d'un rôle de décision dans la société. Toutefois, dès cette époque, dans les classes moyennes une évolution timide se fait jour avec l'aspiration à accéder à des métiers spécifiquement féminins dans un premier temps: institutrice, infirmière, sage-femme. Ensuite, même si les modèles de bonne éducation restaient assez traditionnels, la femme éduquée se devant de rester au foyer, l'évolution se confirme. L'austérité ne peut pas être maintenue avec la même vigueur pendant une période de forte croissance, ce qui était le cas de l'Espagne des années 60, ou pendant une période d'accession à la société de consommation, ce qui était également le cas de l'Espagne des années 60. Pour appréhender ce processus dans sa totalité, il ne faut pas non plus négliger le rôle fondamental joué par les contacts extérieurs: émigration, tourisme et aussi investissements massifs de capitaux étrangers dans l'économie espagnole. De nombreuses mutations sont par conséquent en gestation dès cette époque. Progressivement, la femme a des aspirations dépassant largement les limites de son foyer. Le niveau d'études est de plus en plus élevé, les femmes accèdent de plus en plus au monde du travail. En ce qui concerne la politique, si de nombreuses femmes espagnoles s'y impliquent de nos jours, il s'agit d'un phénomène relativement récent, mais guère plus que dans d'autres pays occidentaux. La femme espagnole contemporaine apparaît donc active et dynamique en ce domaine, et l'on observe que les femmes les plus en vue sur l'échiquier politique appartiennent de façon quasi égale aux deux grandes tendances du moment. Cela signifie que cette évolution n'est pas due à la pression idéologique d'un groupe ou d'un autre. Il s'agit plutôt d'une tendance profonde indépendante des familles de pensée. Dans le domaine économique aussi, les femmes sont de plus en plus nombreuses à occuper des postes de décision ou d'encadrement, certaines étant à la tête d'une entreprise.

Cette évolution récente entraîne un certain nombre de questions:

• La femme espagnole a-t-elle renoncé à la maternité, est-elle en voie de le faire, ou bien a-t-elle relégué la procréation au second plan de ses préoccupations? (le taux de fécondité est parmi les plus faibles d'Europe).

• Le rejet de la politique familiale antérieure (en particulier aide aux familles nombreuses) n'a-t-il pas eu un impact important sur la diminution spectaculaire du taux de fécondité? Ne conviendrait-il pas de repenser ces aides?
• Ne faut-il pas également repenser les politiques en faveur de la famille afin en particulier d'inciter les jeunes femmes espagnoles à avoir leur premier enfant plus tôt (l'âge de la première maternité est l'un des plus élevés d'Europe).
• Les lois sur la parité hommes-femmes, en particulier dans le domaine du travail, sont-elles réellement favorables aux femmes ou bien comportent-elles des effets pervers? (les aspects contraignants de la loi ne pourraient-ils pas faire préférer aux employeurs une main d'œuvre masculine?) Toutes ces questions constituent un certain nombre de pistes qui seront à explorer au cours des prochaines années.